

Préface

TOUT LE MONDE A QUELQUE CHOSE À GAGNER DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Pourquoi coopérer avec les nations en développement ? Les financements, les connaissances et les idées qui circulent grâce à la coopération pour le développement découlent de la solidarité – un impératif moral qui nous enjoint d'aider nos frères humains –, ainsi que de la recherche, tout à fait rationnelle, de bénéfices mutuels. Nous ne parviendrons pas à créer une croissance économique plus juste et plus inclusive dans nos sociétés sans un développement durable plus substantiel à l'échelle mondiale.

Les problèmes auxquels nous nous heurtons aujourd'hui – changement climatique, creusement des inégalités et conflits, entre autres – ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Les solutions à ces problèmes non plus. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sont nés du constat selon lequel, pour venir à bout des grands problèmes systémiques et des crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquels le monde est confronté, nous avons besoin d'une coopération internationale plus poussée.

Les citoyens du monde entier expriment leur mécontentement et mettent les dirigeants au défi d'agir

pour le climat et la justice mondiale. Ces citoyens vivent dans des pays riches où la mondialisation laisse des individus et des groupes de population de côté, dans des petits États insulaires qui se heurtent aux menaces immédiates du réchauffement climatique mondial, dans des sociétés autoritaires où ceux qui expriment une voix dissidente courent un réel danger, ou encore dans des pays pauvres, ceux-là même qui souffriront le plus du changement climatique. Ce sont aussi bien des actionnaires que des parties prenantes ou des partenaires de la coopération pour le développement, en somme tout l'éventail des acteurs de la coopération. Pourtant, les pouvoirs publics ont du mal à susciter un engagement significatif de leur part ; à faire le récit, complexe et lourd d'implications politiques, de la coopération dans un discours convainquant qui parle à toutes les générations ; et à répondre aux aspirations des citoyens.

Le rapport Coopération pour le développement 2019 appelle les fournisseurs de coopération pour le développement à changer de cap. Nous devons bâtir un nouveau discours qui dépasse l'antagonisme « nous »/« eux » ; nous devons montrer comment la coopération pour le développement contribue à l'amélioration des conditions de vie en favorisant la construction de la paix, grâce à des programmes d'éducation de qualité pour la petite enfance, qui offrent les mêmes chances aux filles et aux garçons, et en mettant en place des administrations plus autonomes, capables de lutter contre la fraude fiscale.

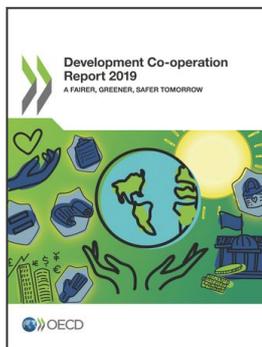
Il faut également que la communauté du développement témoigne d'une plus grande détermination à constamment améliorer les mesures prises, à les adapter en fonction de l'évolution des réalités géopolitiques et technologiques, et à respecter les normes de transparence et de redevabilité les plus élevées.

La coopération à l'appui du développement ne peut pas créer un monde parfait, mais elle peut concourir à créer un monde meilleur. Les pays membres de l'OCDE et leurs organismes de développement doivent prouver par des

actes et des investissements plus importants que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et qu'elle est ouverte à de nouvelles façons de travailler avec une pluralité d'acteurs. L'OCDE mettra tout son poids derrière l'appel à l'action porté par ce rapport, dans le but ultime de favoriser des vies meilleures dans toutes les régions du monde.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE,



Extrait de :

Development Co-operation Report 2019

A Fairer, Greener, Safer Tomorrow

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9a58c83f-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Préface », dans *Development Co-operation Report 2019 : A Fairer, Greener, Safer Tomorrow*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/90da2e80-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.